



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
passion*



Sommaire

Envoi : Propos d'un actuaire papy - boomer	02
Envoi : Retour d'Inde	04
Cogito : Population, Urbanisation, Pollution	05
Du côté des futurs possibles : Sélections, bibliographie, Web	12
Nouvelles du Groupe Futurovest	34

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous. contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl

au capital de 40000€ - SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 - Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 - 1060 / Dépôt légal : second trimestre 2008

Le rôle de l'actuaire, qui reste encore largement méconnu malgré le développement exponentiel de son activité (*surtout en Bretagne*) fut dès les origines lié surtout à l'assurance. Celle des cargaisons de navires, mais aussi celle de la vie humaine. Sans négliger l'assurance - dommages, ni la finance de marchés (*de façon prudentielle*), la profession consacre encore le gros de ses effectifs à l'assurance vie.

Tables de vie et de mort

Pour comprendre la difficulté de vulgarisation des calculs actuariels en la matière, il n'est que de se référer à l'anecdote (*vécue*) du Monsieur, pas totalement ignare, qui vous dit : « *l'espérance de vie des hommes est paraît-il de 75 ans ; j'en ai 76. Comment se fait-il que je ne sois pas mort ?* » Essayons tout de même. Pour tarifier un contrat vie (*ou décès*), l'actuaire calcule tout d'abord une « *prime pure* » qui — en principe — relève d'un jeu équilibré (*en probabilité*) entre l'assureur et l'assuré ; dans un deuxième temps la prime deviendra, non pas impure, mais « *brute* » ou « *commerciale* » à fin de garantir la rentabilité de la compagnie. Ces calculs nécessitent donc d'établir des « *tables de mortalité* » qui diront — année par année — le nombre de survivants d'une population déterminée. La projection dans le futur des données du passé implique évidemment nombre d'hypothèses : statu-quo quant aux espérances conditionnelles de survie (*c'est le choix des assureurs quand ils travaillent avec des tables vieilles de trente ans, et la notion même « d'espérance conditionnelle » quelles utilisent est la réponse à notre septuagénaire*) ; ou prolongation de la tendance (*depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la population française voit son espérance de vie augmenter d'un trimestre par an*), mais alors comment intégrer dans les dites tables, les risques de pandémies et les catastrophes potentielles ? ou encore (*c'est la tendance actuelle, celle qui reflètera normalement au mieux la réalité*) utilisation de tables « *dynamiques* » s'adaptant progressivement aux flux réels de décès. Il est politiquement incorrect de faire savoir mais scientifiquement indiscutable que les assureurs ont couvert l'incertitude en sélectionnant leurs tables en fonction des contrats ; par exemple en utilisant les tables masculines pour les sinistres en cas de vie et les tables féminines pour ceux en cas de décès.

Mais l'importance de ces tables ne s'arrête pas à l'assurance. Vu du côté des spécialistes de l'étude géopolitique prévisionnelle des populations, le problème est encore moins simple. Comment quantifier — à moyen terme seulement — la population d'un territoire donné quand les variations naissances-décès peuvent devenir presque négligeables par rapport au solde migratoire, lequel dépend largement de décisions politiques ? Et quand on passe sur le long terme, divers spécialistes vous disent qu'à l'horizon de 2050 la population de la planète se sera stabilisée, quand d'autres vous affirment qu'elle aura augmenté de moitié. Au niveau de l'information grand public, les résultats affichés deviennent franchement grotesques quand on vous proclame que dans dix ans tel territoire comptera tant d'habitants (*à l'unité près évidemment*), alors que, même pour un recensement, le degré de précision qui peut être garanti ne descend guère au dessous des 2 à 3 % !

Tables de dépendances

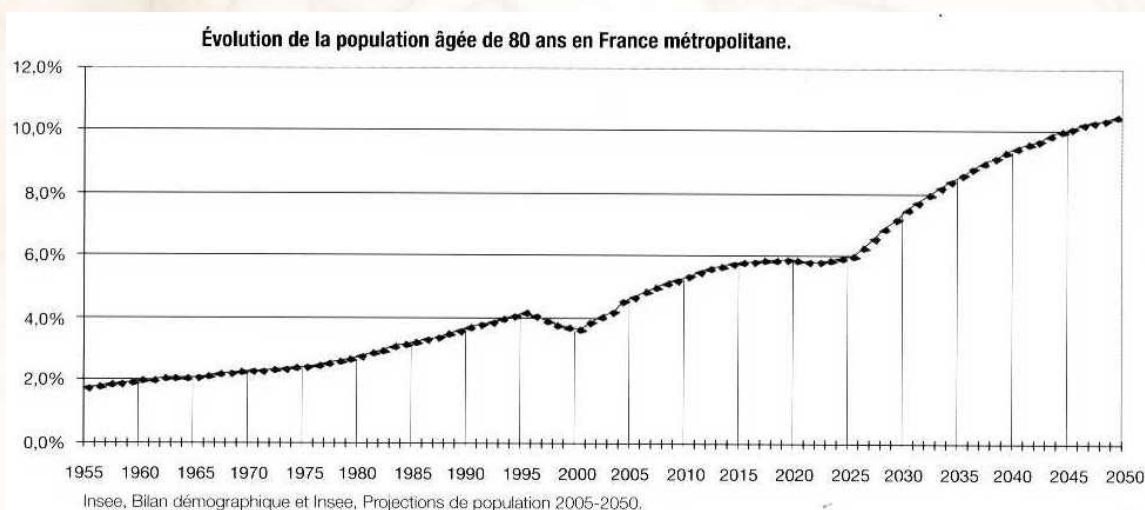
Or le problème que je voudrais évoquer ici est encore plus complexe et il est le lot des politiques qui essaient d'effectuer sérieusement un peu de prospective à moyen terme en matière sociale et donc en moyens financiers à mettre en œuvre lorsque leur collectivité compte cette charge parmi ses attributions. Pour simplifier, nous dirons qu'il s'agit d'évaluer à plus ou moins long terme la dépendance physique et médicale de populations pour lesquelles on a inventé dans un passé récent la notion de « quatrième âge » auquel il faudra bientôt adjoindre un cinquième. Déjà les cinq générations présentes sur une même photo ne font plus figure de phénomène de cirque ; d'ici une vingtaine d'années, on peut imaginer (*espérer ?*) en avoir six. Cette dépendance, les spécialistes la mesure en GIR (*6 degrés*), mais même en raisonnant de façon binaire (*être ou ne pas être dépendant*), l'estimation qui en résulte des besoins en maisons spécialisées, aides à domicile, soins spécifiques... relève d'une mathématique complexe, pour des caisses qu'un État — qui se veut toujours tutélaire et providentiel mais qui est en faillite — ne viendra plus abonder.

Ma génération est particulièrement sensibilisée à cette problématique. Après avoir été — à notre corps défendant — des baby-boomers, nous sommes devenus papy-boomers, à la veille de la cessation d'activité. Au devant de nous émerge la perspective d'être la première vague de crazy-boomers*, parkinsonisés, alzheimerisés, bref bien esquinés !

L'Institut universitaire que je dirige s'est penché pendant trois années successives sur le problème de la sursuicidité en Bretagne (*environ +2/3 par rapport à la moyenne hexagonale*), avec des constats surprenants par rapport aux idées préconçues : ce sont bel et bien les « vieux » qui se suicident ! Avant d'en arriver là, la première génération d'actuaire (*donc mathématiciens*) bretons a bien l'intention d'apporter ses lumières calculatoires à ceux qui tentent d'organiser au mieux une société dans laquelle la vieillesse ne serait plus une tare, ni non plus un synonyme de désespoir. Les calculs d'espérance (*mathématique*) de vie au secours de l'espérance tout court ? Pourquoi pas. Après tout, les Mathématiciens — qui furent longtemps aussi les Philosophes — ne sont-ils pas aujourd'hui les seuls à comprendre — un peu — ce que signifie « infini » ?

Hervé LE BORGNE
Actuaire
Directeur de l'EURIA (UBO)

Dans le jargon officiel, on parle plutôt « d'octoboomers » et l'on mesure donc la part des plus de 80 ans dans la population (voir graphique).



RETOUR D'INDE

suite

Lors d'une conférence organisée par le Groupe FUTUROUEST à Lorient au début du mois de Mars 2007 et intitulée « *L'Inde, un éléphant dans la mondialisation* », Jean-Jospeh BOILLOT avait décrit avec brio les facteurs qui permettaient de montrer la montée en puissance de l'économie indienne, tout en référant de temps à autres à des facteurs socioculturels très présents dans ce Pays. [*Power Point de présentation disponible sur www.futuroouest.com – Rubrique Conférences*].

La revue Futuribles [www.futuribles.com], dans son numéro de Mars 2008, a publié un article de Alain Lamballe [*] : « *Les freins à l'essor de l'Inde* ».

C'est un contrepoint utile à la présentation de JJB.

L'auteur exprime plutôt une vision pessimiste vis-à-vis de la place de l'Inde dans le monde économique à l'horizon 2025. Parmi les facteurs qui pourraient freiner l'essor de l'Inde ou avoir une influence négative sur son développement, l'auteur en détaille plusieurs, ayant trait à des domaines différents.

On trouvera notamment ce qui concerne :

- L'hindouisme et l'islam, religions parfois réfractaires au progrès,
- La composition ethnique et religieuse de la plus grande démocratie du monde, comme facteur de déstabilisation,
- Les questions liées aux insurrections et au terrorisme,
- Les obstacles dressés par les partis communistes classiques,
- Un environnement en cours de dégradation,
- L'obstacle énergétique,
- Des facteurs extérieurs de perturbation, notamment les relations avec le Pakistan, le Bangladesh et la Chine.

Sans oublier le changement climatique dont on est bien en peine de décrire avec précision ce qu'il sera pour cette région du monde (*plus chaud ? plus froid ?*). Enfin, *Alain LAMBALLE* ne considère pas que les scénarios « *noirs* » qui découlent de ses observations sur les évolutions en cours en Inde verront effectivement le jour. Mais, en bonne Prospective, il les soumet à la probabilisation et à la discussion. En tout cas, toujours respect des fondamentaux de La Démarche Prospective oblige, il est sain de les avoir à l'esprit.

Au final, un article fort bien documenté et qui posent des enjeux factuels.

Liam FAUCHARD

[*] = Alain Lamballe est membre du Groupe ASIÉ 21 de Futuribles.

La France vient de vivre un des moments de son histoire qu'elle adore avec la grand-messe du « Grenelle de l'Environnement » et son « consensus historique », sans que l'on sache qui de la forme (*le Grenelle*) ou le fond (*l'environnement*) l'a emporté.

On notera en premier lieu qu'il semble que ce soit d'écologie dont on a parlé à Paris en faisant référence au terme « *environnement* ». En effet, des enquêtes de terrain récurrentes ont montré que le terme était synonyme de « *nature* » pour les ruraux et de « *relations sociales* » pour les urbains. Or, de ce fait, la perception de la « *pollution* » ne peut absolument pas être la même dans les deux cas, et a fortiori dans des cas de figures bien plus diversifiés que les deux positions présentées pour simplifier le discours.

En second lieu on notera qu'à aucun moment les maladies neurologiques dues à la vie urbaine n'ont été évoquées (*stress, gestion désordonnée du temps, bruits, vibrations, troubles du sommeil, anxiétés ..etc.*), or, après les maladies oncogènes et les atteintes cardio-vasculaires, ce sont, parmi les pathologies les plus répandues, celles qui arrivent au troisième rang en France.

Enfin, à aucun moment la dimension – dans tous les sens - de l'urbanisation – concentration des êtres humains dans des lieux étriqués – n'a été abordée. Etrange « *Grenelle de l'environnement* ».

L'urbanisation [*Concentration croissante de la population dans les agglomérations urbaines = Dixit Le Robert*] est un phénomène très récent dans l'histoire humaine, quelques millénaires tout au plus dans une évolution qui se compte en millions d'années depuis l'apparition des hominidés. Elle est sans doute due – mais pour partie seulement – à l'accroissement de la population, notamment pour le monde biblique sous l'injonction du « *croissez et multipliez* ».

A partir du néolithique et durant l'ère agraire, des villes rassemblant des populations conséquentes se sont formées. La base économique étant principalement celle du négoce, il y avait intérêt à rassembler dans des lieux communs les fonctions nécessaires à cet usage. De même, les activités non – agricoles, très minoritaires et de l'ordre de l'artisanat ont vu parfois leur intérêt dans une position urbaine, bien que la densité artisanale en milieu rural soit restée notable. Enfin on notera que des raisons politiques ont aussi poussé les pouvoirs publics à faciliter la concentration des populations.

Lors de la période proto - industrielle, le développement urbain commence à s'éloigner de ses raisons d'origine, la mobilité et les déplacements s'améliorant. Mais la vraie rupture se produit avec l'ère industrielle qui, on ne le dira jamais assez, va remplacer les cycles qui rythmaient la vie des hommes de l'ère agraire par la linéarité du temps, grâce au développement puissant du machinisme accentué par l'éclairage artificiel qui va permettre de produire 24 heures sur 24, puis de vivre itou.

POPULATION, URBANISATION, POLLUTION

suite

Les grandes industries vont alors jouer un rôle dans les évolutions connues par les formes urbaines, le besoin de main d'œuvre de proximité étant l'une de leurs exigences. On remarquera toutefois que des régions non concernées par ces industries centralisées ont vu des évolutions parallèles se produire, sans doute par mimétisme.

Sans doute par mimétisme avec le discours idéologique dominant qui faisait valoir que la ville était le lieu de la modernité, des échanges, de la culture ...etc... tandis que les territoires ruraux étaient censés représenter des archaïsmes dépassés.

A partir de la fin du 19^e siècle et pendant toute la première partie du 20^e siècle jusqu'aux années 1960, l'augmentation croissante des rendements agricoles (*mécanisation, engrais, traitements chimiques ...*) ET compte tenu de l'absence totale de pensée en rapport avec l'aménagement du territoire, va amener des populations importantes à migrer vers les villes pour y gonfler le prolétariat urbain misérable et hétéronome dans le cadre du développement du salariat.

Lors du célèbre congrès d'Amiens de la C.G.T., en 1906, l'une des premières motions votées par les délégués concernait l'abolition du salariat.

En effet, le salariat et le lien de subordination disproportionné entre le salarié et l'employeur étaient considérés comme une régression par rapport au statut autonome des artisans qualifiés et de leurs compagnons.

L'ère de la multitude

« *La multitude à venir m'effraie* », écrivait Antoine DE SAINT-EXUPÉRY peu de temps avant sa disparition. Était-ce prémonitoire ?

Lorsque Antoine DE SAINT-EXUPÉRY écrivait ces lignes, la planète Terre approchait des 3 milliards d'habitants. Elle avait juste atteint les 2 milliards au début des années 1930 et le premier milliard avait été compté vers la fin du 19^e siècle. On assistait donc à une accélération du peuplement par l'homo sapiens de la troisième planète du système solaire. Au début des années 1950, les projections de l'ONU – fort logiquement puisqu'une projection se contente de poursuivre les tendances passées sans y apporter des correctifs d'inflexion – tablaient sur une population mondiale proche de 10 milliards d'habitants pour l'an 2000.

Il n'en fut rien puisque la population mondiale 2007 est estimée à 6,5 milliards d'individus. Néanmoins, les nouvelles projections de l'ONU portent sur une population de 9 milliards de Terriens à l'horizon 2050. Ce qui signifierait que la population mondiale aurait grosso modo triplé entre 1950 et 2050 !

Comme les projections persistent à se faire toutes choses égales par ailleurs, il est également admis que plus de la moitié de la population mondiale – certains analystes parlent de 70 % - vivra en ville, ou plutôt s'agglutinera en ville.

« Le pullulement humain, principale production de la seconde moitié du 20^e siècle, exerce sur les sociétés autant que sur l'environnement une érosion accélérée. Il démantèle insidieusement les acquis des civilisations millénaires. Il n'est pas difficile de remarquer les dommages causés à l'environnement par la prolifération des hommes. N'importe quelle métropole en est une manifestation accablante. » [1]

Le procès de la ville ?

Il n'est pas dans notre propos de faire le procès de la ville. En revanche ce que nous nous attachons à monter c'est combien les idées toutes faites continuent de produire leurs effets dévastateurs en stérilisant la réflexion créative. Ce n'est pas faire injure aux urbanistes que de pointer du doigt les effets iatrogènes de la concentration urbaine ; et cela, d'autant plus que les balances coûts - avantages quantitatifs ET qualitatifs ne sont pas pris en compte. Pour mesurer correctement un « effet », il faut prendre en compte toute la chaîne des causalités ... et des effets induits.

A titre d'exemple, un kilomètre de l'A86 en contournement de Paris a coûté 25 fois plus du kilomètre que l'A82 en région Bretagne. Est-on sûr que l'allocation des ressources est pertinente en termes de valeurs ajoutées et d'aménités ?

Pour ce qui est de la concentration et de ses effets négatifs, les événements du 11 Septembre 2001 à New York n'ont-ils pas ouverts des paupières ? L'effondrement des Twin Towers sous l'impact du terrorisme, qu'il soit islamique ou autre, est aussi la résultante du gigantisme et de la concentration. Lors des mêmes événements, le Pentagone a, lui aussi, été attaqué. Les responsables américains en ont au moins tiré une leçon : ils répartissent les centres de commandement dans plusieurs lieux, sur l'ensemble du territoire des USA.

L'automobilité – invariant anthropologique – est un autre exemple des conséquences de la concentration. En milieu urbain on assiste à un mouvement brownien désespéré des spermatozoïdes pour atteindre un improbable ovule (*métaphore*). En biologie, c'est fluide, mais en ville, dès que la densité due aux turbulences physiques atteint son asymptote, c'est foutu, c'est le collapse.

Les réponses banales présentées sous forme d'accroissement des moyens de transports en commun sont pathétiques, même si elles ont une utilité immédiate ; dans le même ordre d'idée, combien de fois n'avons-nous pas entendu dire par des responsables d'agglomérations qu'il fallait « faire la chasse à la voiture », notamment parce que, trop souvent, la voiture circule avec un seul passager à bord. Et de nous montrer en termes positifs que des personnes ont recours au scooter, à la moto, au vélo, au roller ... comme si ces outils n'étaient pas – eux aussi – des outils de l'automobilité.

Une autre considération présentée est que la ville présente une offre culturelle supérieure à ce que peuvent présenter des espaces moins denses. Voire ...

Nous avons comparé strictement les consommations culturelles (*et non pas les pratiques culturelles*) de deux ménages identiques (*CSP, pouvoir d'achat etc..*) habitant pour l'un à trente kilomètres de Paris, l'autre, en Bretagne du côté de Lorient.

Le ménage francilien, bien qu'ayant à sa disposition une offre plus importante, a, au final une consommation culturelle deux fois moindre que celles du ménage cornouaillais. Mais de plus, on s'aperçoit que la diversité et les créations culturelles diverses sont plus nombreuses dans le second cas que dans le premier, et pour une raison simple : le ménage cornouaillais – en dehors des consommations sédentaires - se déplace à Brest, Carhaix, Lorient, Nantes, Rennes, Vannes ... et ponctuellement Paris. Quant au ménage francilien ... il fréquente essentiellement Paris.

Enfin, les mesures énergétiques ont montré, que pour deux véhicules absolument semblables, le ménage francilien – du fait des stop and go – consommait autant de carburant fossile pour faire les trente kilomètres le séparant de Paris, que le ménage breton pour faire les 150 km séparant Lorient de Rennes, par exemple.

Vingt millions d'otages : les ruraux

Comment ne pas accepter lucidement que la Loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) a été pensée à Paris pour l'Île de France et qu'elle a bien du mal à s'appliquer partout de la même manière à travers les SCOT (Schémas de Cohérence Territoriale).

La manière de « vivre l'urbanité » n'est pas comparable en milieu (très) aggloméré et en milieu moins ou peu dense.

Or, tant en ce qui concerne les règles d'urbanisme qu'en ce qui concerne les politiques de transports, on veut à toute fin astreindre les ruraux aux mêmes règlements que les franciliens. Cela prend d'ailleurs des allures cocasses quand on légifère sur la voiture : comment voulez-vous que les ruraux s'en passent ? En « transplanant », comme dans Harry Potter ?

La voiture vilipendée est un objet du passé.

D'ici quinze ans (autrement dit, demain matin), les ménages auront à leur disposition des engins complètement différents de ceux d'aujourd'hui, que ce soit des véhicules électriques, avec PAC (pile à combustible), et last but not least, fonctionnant à l'hydrogène et produisant pour tout polluant ... de l'eau.

Quant au registre des pratiques culturelles, une étude du Ministère de la Culture a montré que dans cinq registres (arts plastiques, musique, écriture & poésie, théâtre, danse), trois fois sur cinq la pratique (pas la consommation) est en tête dans les communes rurales, par rapport aux petites villes / villes moyennes / métropoles / espace parisien. [2]

La société a disparu parce que l'information la façonne et que l'opinion ne s'élabore plus dans la conversation et le débat, mais dans le meeting et le propos tour à tour insipide et scandaleux de la radio et de la télévision. La sociabilité est plus grande entre voisins habitants des pavillons qu'entre voisins desservis par le même escalier. Le coût du délitement social et de la solitude personnelle est immense. Humainement et culturellement, mais aussi politiquement, car une « opinion publique » ne peut s'élaborer que dans une société dont les membres bavardent, échangent, communiquent. De ce point de vue, la ville draine et agglutine une part chaque année plus grande des populations. C'est là où tout se passe, tout se crée, tout se décide, tout se délite aussi. Elle est le lieu où l'on se divertit ; on y est anonyme ; y vont ceux qui ne savent plus d'où ils sont. C'est en ville que s'accumulent les tensions jusqu'à atteindre une masse critique bientôt instable. [3]

Sur le plan mondial, les mirages de la ville sont encore plus destructeurs, et les ruraux amenés – via le mimétisme des responsables urbains fascinés par le passé de l'Occident – à quitter leurs terres pour une improbable amélioration des conditions de vie. Cette urbanisation galopante dans les Etats du Sud ne relève pas d'un dynamisme économique ou de transformations des capacités productives comme ce fut le cas, assez souvent, dans les Etats du Nord, mais plutôt de la pauvreté, du sous-équipement des campagnes et des crises agricoles qu'elles soient économiques, écologiques ou foncières.

Les villes – champignons des Pays en développement ne peuvent que difficilement répondre aux besoins de leurs populations en croissance. Ces villes connaissent souvent une croissance anarchique, que la création éventuelle de cités - satellites périphériques ne suffit pas à rééquilibrer. Les quartiers surpeuplés et sous-équipés (*voirie, réseaux, eau potable, électricité, assainissement, santé, éducation ...*) se multiplient, pouvant atteindre jusqu'à cent mille habitants par kilomètre carré. [4]

Maison individuelle pour tous ?

Depuis plusieurs décennies, il est de bon ton chez les "urbanistes" de fustiger l'envie des ménages français d'avoir un chez soi sous forme de maison individuelle avec jardin. Dans l'idéologie dominante de l'urbanisation, le politiquement correct est de décréter qu'il faut « densifier ». La seule justification connue à ce jour est que ça permet de "surveiller" les populations ainsi entassées (concept politique), aucune étude (concept scientifique) n'ayant réussi à prouver que cela procurait des économies réelles (avantages moins inconvénients, les input et les output, effets iatrogènes, évidemment) en termes d'équipements, de coûts, de conditions de vie, de satisfaction des personnes ..etc..

Et si ce désir des ménages français devenait universel, serait-il possible – physiquement – de le satisfaire ? Sachant que la surface du globe terrestre est de $4\pi R^2$, et que 30 % est seulement terrestre, cela nous donne 136 Mkm² disponibles. De cette surface, on enlève 90 % pour les déserts, les montagnes, les terres agricoles, les voies de communication ..etc.. Il nous reste donc 13,6 Tm² pour l'urbanisation. On enlève encore 50 % de cette surface pour les voies de communications, les services publics et privés, les commerces ..etc.. Par ailleurs il y a sur la planète 2 milliards de ménages (hypothèse haute calquée sur la moyenne européenne, le vrai chiffre doit plutôt être de l'ordre de 1,5, mais peu importe pour la démonstration). Au final, nous avons la possibilité de proposer à chacun des 2 milliards de ménages de la Terre une maison de 100 m² (pour faire simple et confortable) sur une surface de terrain de 3400 m², le tout "consommant" 1,35 % de la surface du globe. CQFD. [5]

De l'encadré ci-dessus, il faut pas déduire que notre propos vise – a contrario de l'idéologie dominante « *tous en ville* » - à mettre en œuvre un mouvement qui viserait à inciter les ménages du monde entier à devenir tous des campagnards.

Mais les choses étant posées objectivement et prenant en compte tous les effets quantitatifs et qualitatifs, qu'on laisse la liberté de choix et de responsabilité aux ménages, c'est tout simplement ce qui est demandé.

Consommation d'espace et efficacité énergétique

Il est de bon ton de fustiger l'occupation de l'espace par les ménages : elle serait faite d'une manière inconsidérée et gaspilleuse d'énergie.

Mais cette affirmation péremptoire n'est jamais démontrée et, surtout, ne prend jamais en compte tous les éléments de la chaîne, qu'ils soient quantitatifs (ratios, production, consommation, renouvellement ...etc..) ou qualitatif (durée de vie, satisfactions, aménités, relations humaines, bénévolat ...etc...).

L'exemple du Danemark est intéressant à ce titre. [6]

Les surfaces artificialisées (qui comprennent les surfaces d'habitation, de voirie, et les surfaces d'activités) y représentent quasiment 600 m² par habitant, ce qui, en Union Européenne le place en seconde position, juste derrière la Belgique.

Qu'en est-il de l'efficacité énergétique ? Entre 1980 et 2005, le Danemark et ses ménages ont atteint une efficacité énergétique de 1,6, c'est-à-dire que la production de richesses a été 60 % plus efficace en 2005 qu'en 1980. Ou encore, autrement dit, que la même quantité de richesses a été produite avec une consommation inférieure de 60 % en TEP (Tonne d'Equivalent Pétrole). Sur la même période, en Union Européenne, seule l'Allemagne a fait – légèrement – mieux.

En matière de production d'énergies dites « renouvelables », le Danemark et ses ménages occupent une quatrième place fort honorable en UE, la production primaire d'énergie renouvelable ayant été multipliée par 2,5 entre 1990 et 2005. Seuls le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Belgique ont fait mieux sur la même période.

Et pour autant, les ménages danois se déplacent. En 2005, la moyenne annuelle était de 10 500 km par ménage, situant le Danemark au cinquième rang de l'Union Européenne à 25.

Enfin, en matière d'emballages et de recyclages, les ménages danois produisaient environ 150 kg de déchets par personne, les extrêmes étant l'Irlande avec 220 kg et la Finlande avec 90 kg. Quant au taux de recyclage des déchets d'emballage, il était de l'ordre de 65 % au Danemark contre 75 % en Allemagne et 35 % en Grèce.

Les ménages danois présentent donc des caractéristiques fort honorables en matière de soucis environnementaux (écologiques) tout en étant des « dévoreurs » d'espaces. Dont acte.

Sur l'occupation « immodérée » des espaces par les ménages, on invitera ici le lecteur à s'emparer des recherches menées par Hervé Le Bras [7] qui rejoignent des réflexions portées antérieurement par le Groupe FUTUROUEST : la désurbanisation a commencé et on agit comme si l'urbanisation croissait.

Sur la fin du « désert français », l'auteur revisite les étapes suivies par d'autres Etats européens quant aux migrations des campagnes vers les villes, l'industrialisation et l'urbanisation. Il montre que le décalage français – migration campagne => villes, plus tardif qu'ailleurs – se constate encore de nos jours. L'examen des quatre étapes historiques d'un peuplement aurait permis d'anticiper sur le retournement français actuel, celui qu'a atteint l'Allemagne (*de l'Ouest*) dans les années 1950-60. L'urbanisation de la France ayant été décalée, il n'est pas surprenant qu'elle se trouve aussi en retard au moment où la population s'étale sur l'ensemble du territoire accessible.

De même, l'Angleterre, précurseur de l'urbanisation, puis de l'étalement, semble l'être aussi pour la baisse de population dans ses grands centres urbains à laquelle nous serions peut-être prudents de nous attendre, au lieu de nous émerveiller sur la résistance des villes - centres et de leurs périphéries. La croyance en des spécificités culturelles intangibles françaises masque d'autres futuribles.

NTIC / NBIC

Il est patent de constater combien les analyses portées sur les comportements des homo sapiens que nous sommes sont souvent « datées » et consistent à regarder les mutations actuelles, et surtout futures, avec les lunettes d'autrefois.

Il en va ainsi du rôle des NTIC (*qui n'ont d'ailleurs rien de nouveau, l'Arpanet datant de 1969*). La diffusion de ces technologies rendent l'occupation des espaces de faible densité encore plus désirable – pour ceux que cela motive – qu'autrefois puisqu'on peut y vivre, travailler, se cultiver etc... tout en restant connecté au reste du monde. Cependant, il faut bien reconnaître que le discours tenant que ces NTIC sont un atout pour le Développement Soutenable est bancal. Les ménages installés dans ces espaces seront obligatoirement livrés en produits et services concrets, ce qui ne manquera pas d'accroître les déplacements des livreurs, et donc d'accroître la consommation d'énergies fossiles ... Il conviendrait donc de dissuader les ménages de s'installer dans ces espaces peu denses et de favoriser la concentration urbaine, n'est-il pas ?

En réalité, les NTIC seront vite relayées par les NBIC [*Nanotechnologies – Biotechnologies – Information – Cognition*] qui mettront prochainement à notre disposition des engins de locomotion qui ne ressembleront plus à nos « vieilles » voitures et qui, piles à combustible, électricité, et surtout hydrogène aidant ... ne pollueront plus, tandis que les procédures de télémédecine se seront répandues.

Est-ce à dire que le discours prônant la densification urbaine aura disparu ? Sans doute pas, puisque c'est un dogme ...

Or, l'essentiel n'est-il pas de laisser le choix ? Avant d'aller ailleurs ...[8]

Phil SHANAHAN

[1] = Hervé de Carmoy - L'Euramérique - PUF-2007.

[2] = Ministère de la Culture et de la Communication – 2000

[3] = Edgar Pisani – Vive la révolte – Seuil – 2006

[4] = Hervé Domenach - In La Recherche – Janvier 2008

[5] = Travaux de recherches du Groupe FUTUROUEST – Désurbanisation - 2005

[6] = Alternatives Economiques – Octobre 2007

[7] = Hervé Le Bras – Les quatre mystères de la population française – O. Jacob - 2007

[8] = Patrick Baudry (Spationaute) : « La Terre est le berceau de l'Homme. Celui-ci n'a pas vocation à rester toute sa vie dans son berceau ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

En 1997, le *Project for the New American Century* [PNAC], un institut néo-conservateur américain, présentait au Président Clinton le projet d'une attaque contre Saddam Hussein pour détruire ses armes de destruction massive. Six ans plus tard, l'administration Bush adoptait l'idée et envahissait l'Irak.

Depuis les années 1980, les *think tanks*, ces « réservoirs d'idées » inspirés des modèles américains et britanniques, se multiplient et montent en puissance. Ces groupes, peu visibles malgré un intérêt récent des médias, sont plusieurs centaines au sein de l'Union Européenne et façonnent les concepts sur lesquels seront fondés les projets politiques de demain grâce à leurs équipes de chercheurs et de communicateurs.

Qui sont-ils ? Quelles passerelles offrent-ils entre pouvoir, experts et entreprises privées ? Certains semblent véritablement indépendants [*], d'autres inféodés à des intérêts bien peu généraux. Proposent-ils des solutions politiques innovantes ou sont-ils de simples instruments de propagande idéologique ? Qui les finance ? La France est-elle en retard sur ce nouveau « marché des idées » ? L'Europe est-elle armée face aux USA dans la course à la « diplomatie intellectuelle » ?

Stephen BOUCHER & Martine ROYO
Les Think Tanks, cerveaux de la guerre des idées
Le Félin – 2006 – 120 pages

Si le propre des *think tanks* est non seulement de produire des idées originales mais aussi d'avoir de l'influence auprès des décideurs politiques pour voir leurs idées appliquées, comment peuvent-ils échapper aux pièges que leur tend de toutes parts notre société de la communication, avec ses médias qui ont le culte de l'instantané et de l'image choc, les acteurs politiques avides de solutions rapides, et leurs concurrents de plus en plus nombreux ? Avec le risque de perdre leur âme s'ils sacrifient le fond (*la qualité de la recherche*) aux paillettes de la notoriété.

L'âge d'or des *think tanks* se situerait aux alentours des années 1960-1970 aux USA, époque où ceux-ci étaient relativement peu nombreux, suffisamment écoutés pour être influents, mais suffisamment distants pour rester indépendants.

Le cadre ainsi posé par *Stephen BOUCHER* et *Martine ROYO*, ils donnent quelques exemples de *think tanks* aux USA en les classant entre Libéraux (au sens américain du terme, c'est-à-dire plutôt à gauche pour utiliser le classement européen), tels que Council on Foreign Relations (1921), Urban Institute (1968), Economic Policy Institute (1986) ou encore Center on Budget and Policy Priorities (1981) ; Centristes tels que Brookings Institution (1927), Center for Strategic and International Studies (1962), Carnegie Endowment for International Peace (1910), Institute for International Economics (1981) ; Conservateurs tels que American Enterprise Institute for Public Policy Research (1943), Heritage Foundation (1973), Cato Institute (1977) ou Hudson Institute (1961).

Les budgets annuels vont de 4 M\$ pour le EPI jusqu'à 80 M\$ pour le UI.

Le cas du Cato Institute est mis en exergue car c'est un institut « *libertarien* ». Sa doctrine n'admet aucune limitation de la liberté individuelle en matière sociale et politique. Adversaires de l'Etat, les libertaires croient notamment que la vie, la liberté et la propriété, sont des droits naturels de toute personne.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Moteur de la guerre des idées, les think tanks ont prouvé que leur influence peut être considérable. Le cas du PNAC montre la capacité d'une poignée de « penseurs » engagés à définir l'agenda politique, à modeler les concepts et visions du monde qui vont structurer l'action politique, à élargir les paramètres du débat politique public. Au-delà du cas de la « guerre préventive » en Irak, l'émergence des think tanks est un enjeu fondamental pour les démocraties modernes.

Dans un chapitre intitulé « *Le "laboratoire à idées", nouvel acteur de la démocratie contemporaine* », les auteurs nous entraînent à comprendre ce que sont et ce que ne sont pas les think tanks : des organisations relativement indépendantes, impliquées dans la recherche sur un large spectre d'intérêts. Leur objectif premier est de disséminer cette recherche aussi largement que possible avec l'intention d'influencer le processus de formation des politiques publiques. C'est ainsi qu'on distinguera quatre variétés de « *labos à idées* » :

- Les think tanks universitaires, ces « *universités sans étudiants* »,
- Les advocacy tanks, au service d'une cause précise,
- Les instituts de recherche sous contrat. Assez semblables aux think tanks universitaires, ils en diffèrent par leur financement (*cf. Rand Corporation*),
- Les think tanks de partis politiques.

« *Si vous n'avez pas d'idées originales, vous n'êtes pas un think tank, et si vous n'essayez pas de les disséminer, vous avez échoué dans votre effort pour aider la société à aller de l'avant.* »
[Robert BOORSTIN, *Center for American Progress*]

En remontant le temps, les auteurs montrent comment et dans quelles circonstances se sont créés les premiers think tanks. Né en 1884, sans doute le premier en Europe et sans doute dans le monde, c'est la Fabian Society (*Royaume – Uni*). Puis viendront des créations lors de la guerre européenne de 1914-18, et surtout après la guerre mondiale des années 1940. La Rand Corporation (1946) est reconnu comme un think tank exemplaire, tant par la qualité de ses recherches que par la qualité des hommes qu'elle a su fédérer.

Si les think tanks ont d'abord gagné leurs lettres de noblesse dans les sociétés anglo-américaines, c'est en partie pour des raisons culturelles et structurelles liées au système politique anglo-américain. La multiplication des think tanks ces dernières années est aussi la conséquence de la mondialisation. Les États comprennent de plus en plus l'importance de la « *diplomatie intellectuelle* ».

Plus loin, les auteurs annoncent « *L'Europe est mal armée pour la guerre des idées* ». Tous les Pays européens ont tendance à penser en termes nationaux avant de penser en termes européens. On dénombre cependant environ 150 think tanks qui s'intéressent aux problématiques européennes. Seuls deux États européens ont des think tanks puissants : le Royaume-Uni, où ils sont nés au 19^e siècle, et l'Allemagne, où ils sont très liés aux partis politiques. Les think tanks français sont trop peu nombreux, trop pauvres et trop cloisonnés, ou bien enfermés dans le giron de l'État. Les plus notables (IRIS ou IFRI) tournent avec des budgets de l'ordre de 2 M€.

« L'Europe n'est pas la France en plus grand, comme une sorte de pathologie française l'a trop longtemps fait croire aux élites sorties de l'ENA ». [Pierre LÉVY]

[*] = Comme le Groupe FUTUROUEST, en toute simplicité.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

On mesure depuis peu le rôle essentiel joué par l'océan dans les mécanismes complexes qui régissent le climat. En stockant la chaleur reçue du Soleil pour la transporter des tropiques vers les régions tempérées, l'océan interagit avec l'atmosphère, contribuant à rendre notre planète habitable. Dans le contexte du changement climatique global, l'étude des relations entre l'océan et le climat est devenue un enjeu scientifique majeur.

En quelques décennies, l'océanographie physique est passée d'une approche descriptive et géographique à une approche géophysique. Cette mutation spectaculaire a été rendue possible grâce au développement de programmes internationaux sans précédent, auxquels se sont ajoutés les apports déterminants de l'observation spatiale et de la modélisation numérique.

Ce vaste déploiement de moyens techniques, scientifiques et humains est à l'origine de la découverte des mécanismes fondamentaux de la dynamique des océans, et du rôle particulier des océans tropicaux dans la variabilité climatique.

Jacques MERLE
Océan et Climat
IRD – 2006 – 225 pages

Amateurs d'iconographie en couleurs (*cartes, graphiques, reliefs ...etc...*), vous allez être ravis tant l'ouvrage de Jacques MERLE, dans un souci de grande pédagogie, est formidablement bien illustré.

Mais qu'est-ce que l'environnement questionne l'auteur d'emblée ?

On peut le définir comme l'ensemble des milieux physiques et biologiques qui entourent l'Homme et conditionnent son développement et sa survie. Cela va du support solide de la Terre – la lithosphère – jusqu'au monde vivant – la biosphère – en passant par l'eau liquide (*océan compris*) – l'hydrosphère -, l'eau solide – la cryosphère – et, bien sûr, l'air – l'atmosphère.

L'auteur initie le lecteur à la découverte des principales organisations océanographiques internationales :

- CIEM = Conseil International pour l'Exploitation de la Mer (1902)
- COI = Commission Océanographique Intergouvernementale (1961)
- SCOR = Scientific Committee for Oceanic Research (1970)
- CCCO = Committee for Climate Change and Oceans (1983).

Quel serait le climat d'une Terre sans océans ? Certaines planètes du système solaire, assez semblables à la Terre, nous en donnent une idée. Mars, par exemple, sœur presque jumelle de la Terre, mais qui ne possède pas de réseau hydrographique malgré la présence de glace à ses pôles, présente des contrastes thermiques qui font douter de la possibilité de la vie sur son sol. [1]

L'observation de la circulation océanique globale a pu être faite grâce au programme WOCE (*World Ocean Circulation Experiment*). Il était temps : à la fin des années 1980 on ne disposait toujours pas d'une image satisfaisante de la circulation générale des océans et de sa variabilité ; de nombreuses régions n'avaient jamais été explorées ... L'exploitation des données de WOCE n'est pas achevée et il est prématuré de vouloir en faire un bilan exhaustif. [2]

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La singularité de la circulation équatoriale et la reconnaissance de son rôle majeur dans la variabilité du climat par les déplacements de masses d'eaux qu'elle opère rapidement le long de l'équateur a fait l'objet d'une étude scientifique récente et les observateurs n'ont pas encore compris exactement toutes les implications du phénomène. Jacques Merle raconte notamment les débats qui ont opposé les « naïfs » (*gullible en anglais*) et les « sceptiques » (*skeptical en anglais*). Les premiers privilégiaient le seul mécanisme des actions à distance tandis que les seconds considéraient qu'il fallait intégrer les mouvements locaux, par exemple, à la fois les vents lointains et les vents locaux.

L'auteur consacre aussi un long chapitre au programme TOGA (*Tropical Ocean and Global Atmosphere*). L'essentiel des résultats recherchés était de rattacher ENSO (*El Nino – la Nina*) aux phénomènes semblables affectant les autres régions tropicales, dans l'océan indien (*mousson*) et dans l'océan atlantique.

JM montre aussi combien les progrès de l'exploration spatiale ont été déterminants en apportant des mesures précises inaccessibles par voie terrestre (*marine*). Les satellites de détection, de repérage, de mesures ... ont permis d'améliorer grandement les compréhensions relatives aux phénomènes observés ... et d'aller plus vite en besogne.

Les outils d'observations et de simulation de l'océan, après ceux de l'atmosphère, permettent maintenant de prévoir de plus en plus précisément le changement climatique et sa variabilité naturelle. Ils sont issus des avancées sans précédent de l'océanographie et de la météorologie au cours des décennies récentes. Les progrès ainsi réalisés sont ainsi apparus d'autant plus spectaculaires que le rôle de l'océan sur la variabilité du climat avait été seulement soupçonné antérieurement, mais ni démontré ni quantifié.

Nota = On observera que tout au long de son ouvrage, JM ne fait jamais allusion aux gaz mis en cause par le GIEC (*gaz carbonique, méthane, hémioxyde d'azote ...*) comme étant la cause première des variabilités climatiques. A méditer.

[1] = En réalité, le raisonnement de l'auteur est « toutes choses égales par ailleurs » et, de ce fait, il ne peut pas imaginer « d'autres formes de vie ».
Alors que c'est un débat formel pour la conquête de Mars :
« terraformation » ou « panspermie » ?

[2] = Dans ce cas, comment se fait-il que le GIEC soit aussi affirmatif dans ses conclusions ?

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Au-delà des évidences, il reste difficile de saisir ce qu'est la Bretagne : une culture, un territoire, un fait politique ? Une dynamique, une histoire, un projet ?

Un peu de tout cela et autre chose encore : une construction sociale, toujours inachevée, qui ne peut être appréhendée de manière exhaustive du fait de pratiques et de représentations plurielles. Mais aussi un lieu de convergences sans cesse recommencées, de récréation du lien social face à la globalisation. Et enfin, une expression du retour du politique au-delà des États. Une certaine réalité en somme qui exige questionnement.

Comment l'identité bretonne se reconfigure-t-elle infiniment, semblant renaître ? Quels sont les enjeux de pouvoir qui se glissent dans les replis du territoire ? Quels éléments de compréhension peut nous apporter le détour par d'autres régions d'Europe ?

Bretagne plurielle – Culture, territoire & politique **(Dir.) Nathalie DUGALÈS, Yann FOURNIS & Tudi KERNALEGENN** **P.U.R. – 2007 – 325 pages**

Sur le thème de « La nation moderne ou la souveraineté ethno – démocratique », Fabrice Patez énonce que la société est fondée sur la volonté individuelle s'appuyant sur une rationalité moderne, tandis que la communauté, fondée sur la contrainte collective et la subjectivité est traditionnelle. Ceci permet d'y inscrire l'opposition entre nation civique et nation ethnique. La nation civique est par excellence une société ; la nation ethnique, une communauté. Et les critiques que l'on peut opposer à la division des groupes humains en communautés et sociétés semble valoir également pour la dichotomie ethnique / civique.

On s'interrogera aisément sur le fait de savoir si cette approche n'est pas, au moins en partie, obsolète.

Les sociétés post-industrielle sont porteuses de phénomènes de démassification qui ont produit, entre autre, la culture du ET.

Voir à ce sujet « Citoyenneté, Nationalité, Identité », texte de Gabriel FRAGNIÈRE disponible sur le site www.futuroouest.com, rubrique « Travaux de recherches ».

Trois parties structurent l'ouvrage collectif des P.U.R :

- L'identité
- Le territoire
- Sur les territoires européens.

Nous nous sommes intéressés plus particulièrement au cas écossais, car, il est mal connu en France ... et même en Bretagne.

Qui a déclaré « *Aucune nation ne saurait être maintenue de façon irrévocable contre sa volonté dans une Union et la façon dont celle-ci [cette Union] fonctionne devrait être réexaminée de temps en temps afin de s'assurer qu'elle continue à fonctionner pour notre bien à tous.* » ?

=> Réponse : John MAJOR, en 1993

DU COTE DES FUTURS POSSIBLES

suite

On notera également les travaux du politologue et spécialiste du nationalisme, *Walker CONNOR (USA)* qui souligne que moins de 10 % des Etats existants à travers le Monde peuvent être véritablement qualifiés « *d'Etats – Nations* », dans lesquels les frontières de l'Etat et celles de la nation coïncident, et où la population de l'Etat tout entière partage une même culture ethnique.

Avec l'arrivée de Tony Blair au 10 Downing Street, les choses s'accélérent pour l'Ecosse (*mais aussi pour le Pays de Galles et pour l'Irlande du Nord*). Le 11 Septembre 1997 un référendum fut organisé en Ecosse qui comportait deux questions : la première sur le principe même de la création d'un Parlement à Edimbourg ; et la seconde sur l'attribution ou non à ce Parlement de pouvoirs fiscaux. Tandis que le Parti Conservateur s'opposait à la dévolution envisagée, le New Labour, les Libéraux – Démocrates et le SNP (*Scottish National Party*) appelèrent à voter Oui deux fois. Finalement la première question obtint 74 % de Oui et la seconde 63 %.

On notera que le sentiment « ethnique » s'est fortifié en Ecosse depuis 1992, les Ecossois se déclarant plus Ecossois que Britanniques passant de 59 % des répondants en 1992 à 66 % en 2002.

En 2007, une autre configuration est en train de se mettre en place avec l'alliance des Socialistes écossais (*différents du Labour*), les Verts écossais, et le SNP, tous les trois s'étant prononcés pour une indépendance institutionnelle de l'Ecosse dans le cadre de l'Union Européenne. A méditer pour la Bretagne ?

Les mouvements nationalistes sont souvent décrits comme extrémistes, exclusifs, et par voie de conséquence xénophobes, et on leur reproche par ailleurs d'être nostalgiques d'un âge d'or révolu. Dans son étude comparative des mouvements nationalistes périphériques qui se sont développés au Québec, en Catalogne et en Ecosse, au cours de la seconde moitié du 20e siècle, Michael Keating met en avant ce qu'il perçoit au contraire comme des forces modernisatrices et démocratisantes qui s'opposent à des institutions et à des systèmes politiques archaïques. Dans le contexte de la mondialisation de l'économie et de l'intégration continentale, qui remettent en question la souveraineté des Etats, les mouvements nationalistes étudiés ne peuvent être réduits à l'incarnation d'un retour vers le passé ou à l'invention d'un présent fondé sur une vision déformée de leur histoire qui servirait à donner une légitimité incontestable à leurs revendications politiques.

Ces mouvements nationalistes de périphérie tentent en fait, dans ce nouveau contexte, de s'adapter à la nouvelle « *dispersion* » des centres de pouvoir, et de reconstituer une organisation politique sur une base territoriale légitime, d'un point de vue historique, mais surtout permettant de faire face aux réalités économiques et politiques actuelles. Ils ont de fait eux-mêmes évolué dans un Monde où il n'est plus question de souveraineté absolue des Etats. Ils ont donc en général accepté d'idée de l'intégration supranationale. C'est le cas du SNP qui, depuis 1988, a pour objectif politique de voir l'Ecosse devenir un Etat membre à part entière de l'Union Européenne. D'autre part, et c'est encore le cas du SNP, ils n'envisagent pas de rompre leurs relations avec l'Etat dont ils souhaitent se désunir.

Pour ceux qui voudraient approfondir le « cas écossais », nous recommandons l'ouvrage de Jacques Leruez, « L'Ecosse, Vieille Nation Jeune Etat », Armeline - 2000.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Anthony Giddens occupe une place à part dans le champ de la sociologie contemporaine : sa production scientifique est très abondante et ses connaissances en sciences humaines extrêmement vastes. En outre, il poursuit des objectifs très ambitieux : ses premiers ouvrages consistent en une critique de l'ensemble de la tradition sociologique, en vue d'en réviser les bases. Il s'attache ensuite à construire une théorie de la société moderne. Il entend également comprendre l'identité des individus contemporains, en particulier ses relations intimes (couple, amitiés ...etc...) et ses pratiques corporelles (alimentation, sexualité ...etc...). Enfin, ses derniers écrits, plus politiques, cherchent à définir une « troisième voie », entre la gauche traditionnelle et la droite libérale.

Jean NIZET

La sociologie de Anthony GIDDENS
La Découverte – 2007 – 120 Pages

Quatre grandes parties structurent la présentation de l'œuvre de Anthony GIDDENS qui a été plus que l'inspirateur d'une grande partie des programmes du « New Labour » dans les années 1990, par Jean NIZET.

Refonder la sociologie

A.G examine la tradition sociologique en soulignant l'existence de deux perspectives : la première, l'objectivisme, qui met l'accent sur la société ; la seconde, le subjectivisme, qui met l'accent sur l'individu. Par objectivisme, il désigne cette manière de concevoir la théorie sociale selon laquelle l'objet social (*la société*) a en quelque sorte la priorité sur l'acteur individuel et dans laquelle les institutions sociales sont considérées comme l'enjeu central de l'analyse sociologique. Quant au subjectivisme, il désigne le point de vue opposé : l'acteur humain y est considéré comme le foyer central de l'analyse sociologique ; en d'autres termes, la préoccupation majeure des sciences sociales concerne l'acteur intentionnel et réfléchi. Face à ses deux positions antagonistes, « impérialistes », A.G entend dépasser ce dualisme. Il cherche à résoudre la tension entre l'objet sociétal et la subjectivité individuelle, en les considérant comme deux pôles complémentaires ou, comme les deux faces d'une médaille. Ceci implique pour lui le réexamen approfondi de notions telles que celles « d'acteur », de « système social », de « pratique sociale » ou encore de « structure ». Cet examen donne lieu à la théorie de la structuration.

Les transformations des systèmes sociaux

Anthony GIDDENS distingue trois types de sociétés : les sociétés tribales (ou cultures orales) comprenant à la fois des tribus nomades et des tribus pastorales & agraires ; les civilisations non industrielles (ou sociétés divisées en classes) ; et les sociétés de classes (ou sociétés capitalistes ou industrielles).

Dans les sociétés non industrielles, la référence à la tradition reste de mise, mais la notion même de tradition change de sens. On cherche à interpréter la tradition, à la relier à des événements qui se sont produits à l'origine ou au cours de l'histoire de la société. Ce n'est que dans la société de classes que le temps devient une réalité indépendante des activités sociales et des lieux où elles se déroulent.

La conception du changement des sociétés prônée par A.G. est donc une conception ouverte. En premier lieu parce qu'elle se refuse à mettre en avant un seul facteur, mais qu'elle en intègre plusieurs, dont le poids varie en fonction des situations. Ensuite, elle est ouverte dans la mesure où elle critique les approches endogènes et insiste sur l'importance des déterminants externes. Elle est ouverte, enfin, en ce sens qu'elle intègre le rôle des acteurs, de leur réflexivité et de leur pouvoir.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les institutions de la modernité

Le passage de la société traditionnelle à la modernité repose sur plusieurs conditions : le rapport distancié à l'espace et au temps, qui permet d'extraire les relations sociales des lieux où se déroulent les interactions, de même qu'un certain type de réflexivité qui consiste pour l'individu moderne à réviser continuellement ses pratiques à la lumière d'informations nouvelles. A.G. distingue quatre dimensions institutionnelles : Capitalisme, Industrialisme, Puissance militaire, Surveillance. Ces quatre dimensions interagissent entre elles. Il accorde beaucoup d'attention à l'interaction de la dimension « *puissance militaire* » avec celle de « *l'industrialisme* » ; c'est ce qu'il appelle l'industrialisation de la guerre, phénomène multiforme qui a pris naissance au 19^e siècle pour se développer et culminer au 20^e siècle.

Par ailleurs, A.G. distingue aussi quatre types de mouvements sociaux : Démocratiques, Ecologistes, Ouvriers, Pacifistes. Néanmoins, il reconnaît que cette typologie n'est pas exhaustive. Par exemple, elle ne permet pas de situer précisément les mouvements féministes. Peut-être, mais A.G. n'invoque pas cette raison, parce que la domination de sexe n'est pas propre à la modernité.

Globalisation, expérience intime et politique

Anthony Giddens utilise le terme de « *réflexivité* » pour caractériser la manière dont l'individu se comporte dans le cadre de la modernité radicale. La réflexivité renvoie à un contexte particulier, celui de la modernité radicale, dans lequel l'individu est continuellement amené à choisir entre telle ou telle pratique, entre tel ou tel projet de vie, en s'appuyant sur un grand nombre d'informations, de repères, de « *ressources réflexives* ».

Dans ce contexte, la sexualité poursuit l'évolution qu'elle a engagée depuis le 19^e siècle. La « *révolution sexuelle* » qui est en cours depuis les années 1960 se caractérise par deux éléments fondamentaux : la conquête par les femmes de leur autonomie sexuelle et l'épanouissement de l'homosexualité, tant masculine que féminine. La sexualité est devenue aujourd'hui un domaine entièrement distinct de la reproduction, un domaine qui fait partie intégrante de l'identité réflexive des individus.

Sur les phénomènes d'addiction, A.G. s'explique : « *Je considère l'addiction comme étant l'autre face du retrait des traditions. La compulsion peut envahir tous les contextes de vie desquels la tradition s'est retirée. Comme la tradition, l'addiction a rapport avec le maintien du passé dans le présent. Mais plutôt que d'avoir affaire à des comportements qui ont une dimension morale et qui sont réglés par des rituels collectifs, les comportements d'addiction sont personnels et commandés par l'anxiété et l'insécurité.* »

Sur la « *troisième voie* », A.G. propose de nouvelles orientations politiques qu'il nomme « *démocratie délibérative* » [*deliberative democracy*] et « *politique générative* » [*generative politics*]. Sur ce dernier thème, plus exigeant que le premier, il considère que l'action publique se doit d'anticiper les problèmes plutôt que de s'attaquer aux conséquences négatives occasionnées par des dysfonctionnements éclos. Elle suppose également une décentralisation de l'action, facteur d'autonomie et d'efficacité.

Il introduit aussi la notion des trois couples de la « *third way* » : modernisation / conservatisme ; individu / collectivité ; autorité / démocratie.

Pour conclure, Jean NIZET indique « *On appréciera la dimension épistémologique de l'œuvre de A. GIDDENS, son souci constant de clarifier les choix qui sont à la base de ses analyses ainsi que sa disponibilité pour en débattre avec les critiques.* »

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Les journées académiques du tourisme de l'Université de Perpignan organise des rencontres annuelles autour des programmes de recherches internationaux de coopération académiques avec des Universités en Ukraine, Maroc, Madagascar, Chine, Mexique, Comores, Thaïlande ... autour de la problématique de l'attractivité touristique et de la création de valeur économique.

Jean-Louis CACCOMO (Direction)
Tourisme & Frontières
L'Harmattan – 2007 – 215 pages

Faute d'une compréhension approfondie des processus en œuvre dans l'émergence des destinations touristiques et dans la création de valeur économique, la France pourrait bien perdre sa position privilégiée sur le marché du tourisme international, désormais ouvert, mondial et évolutif. En effet, les pouvoirs publics prennent le risque d'intervenir au coup par coup dans un secteur éminemment complexe alors que les acteurs privés ne prennent pas toujours la mesure de leurs choix stratégiques.

Dans ce secteur aussi, les avantages comparatifs ne sont pas donnés une fois pour toute alors qu'émergent de nouveaux pays touristiques. De leurs côtés, les destinations traditionnelles peinent à se repositionner sur un échiquier mondial désormais déstabilisé par un contexte marqué par l'incertitude radicale. Cette incertitude elle-même montre que le tourisme est une industrie qui doit évoluer avec le risque dont les dimensions sont multiples : menaces terroristes, aléas climatiques, accidents technologiques, grèves dans les transports, guerres et incertitudes géopolitiques.

L'innovation touristique constitue la réponse stratégique à l'incertitude et l'ouverture des marchés.

Le commerce équitable.

Certains sociologues défendant cette volonté des clients qui dévoilent un besoin croissant d'autonomie. Ils s'inventent leur vie en esquissant de nouveaux arbitrages. Ils se débrouillent avec l'époque, chacun à sa façon, tout en la déjouant. Ils changent juste ce qu'il faut, de peur d'être changés de force. L'individualisme cynique fait place à un désir de construction susceptible de préserver l'autonomie de chacun. Nos contemporains ont acquis le pouvoir de dire non. Dans leur comportement d'achat, les consommateurs demandent de plus en plus d'informations et veulent que leur soit confirmée la prise en compte de leurs intérêts au sens larges, telles leurs préoccupations environnementales et sociales.

En matière de tourisme durable, quatre éléments tracent un cadre opérationnel :

- Une démarche intégrée dans la conduite du projet qui nécessite une collaboration entre intérêts rivaux et la reconnaissance du besoin de compromis équilibré,
- Une démarche de système ouvert où les ressources biologiques et non – biologiques, ainsi que les systèmes sociaux, économiques et environnementaux, sont indépendants et complémentaires,
- Un principe de responsabilité qui se décline selon deux axes : partager en associant les différents acteurs dans la gestion des ressources, la prise de décision et l'exécution des programmes, et assumer en répondant des résultats,
- Une conception dynamique du développement durable. Comme dans tout système ouvert, la prise en compte des évolutions et des expériences accumulées est un facteur clé de sa gestion.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Selon l'Agenda21 du Tourisme Européen : « La gestion de la qualité (y compris la durabilité) des destinations est le seul moyen d'affronter à l'avenir la concurrence à l'échelle internationale et de préserver les destinations intactes et exceptionnelles. » Ainsi, les produits touristiques devraient être basés sur les qualités sociales, culturelles et environnementales, ce qui, de facto, engage une réflexion approfondie sur les impacts.

Sud Ouest

Ce sont surtout les Britanniques qui ont réalisé la majorité des transactions immobilières. Après enquête, il apparaît que tous sont motivés principalement par le rapport prix / qualité de vie en Dordogne. A cela s'ajoute la possibilité d'aller d'un Pays à l'autre en moins de deux heures [Nota = Via les liaisons aériennes des compagnies « Low Cost ».] et pour une livre Sterling symbolique s'ils s'y prennent à l'avance. Cette évolution des voyages entraîne des changements radicaux des modes de vie.

Pour les amateurs de mathématiques, le modèle est :

$DT_{ij} = f(Y_j, TC_{ij}, RP_{ij}, ER_{ij}, QF_i)$. Dans lequel :

- DT_{ij} = demande touristique depuis un lieu d'origine j pour une destination i
- Y_j = revenu national du lieu d'origine j
- TC_{ij} = coût de transport entre la destination i et l'origine j
- RP_{ij} = prix relatif entre la destination i et l'origine j
- ER_{ij} = taux de change
- QF_i = facteur qualitatif propre à la destination i .

Les enjeux majeurs de l'activité touristique relèvent de quatre domaines : l'emploi, la formation, le développement durable, la sécurité.

Quant aux régulations de l'activité touristique, elles relèvent des mécanismes existants, en mouvement actuellement, en gestation à plus long terme : la mondialisation (globalisation), la régulation publique, la régulation par l'éthique.

L'accueil téléphonique. Quelques conseils pratiques :

- Nombre de sonnerie avant de décrocher,
- Présentation de celui qui décroche,
- Repérage du besoin,
- Transfert téléphonique éventuel,
- Pertinence de l'orientation vers telle ou telle personne,
- Prise en charge effective du besoin par une personne,
- Pertinence des informations données au client,
- Ton aimable,
- Conclusion de l'entretien téléphonique,
- Précision des messages écrits en cas d'absence de la personne appelée
- Rappel du client par la personne qui était absente.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Futurs parents, sympathisants natalistes, obsédés de la tétine et du biberon, No Kid vise tout simplement à vous démoraliser, au sens de vous faire perdre la morale. Dans cet ouvrage jubilatoire et politiquement incorrect, l'auteure s'attaque à l'un des tabous les plus intouchables de notre société, l'enfant.

Lassée par les discours conformistes et la littérature abondante louant les joies de la maternité ou la parentalité rayonnante, l'essayiste rebelle dégage quarante bonnes raisons de ne pas succomber à la tentation de l'enfantement.

Livre caustique et de salubrité publique, No Kid réjouira également ces millions de pères et mères qui craignent de reconnaître publiquement que « l'enfer, c'est les enfants ! » Pour la première fois, quelqu'un osé écrire ce que la plupart des parents pensent tout bas ... quand leur progéniture est couchée.

Corinne MAÏER

**No Kid – 40 bonnes raisons pour ne pas avoir d'enfant
Michalon – 2007 – 170 pages**

On assiste aujourd'hui en France à une glorification de la maternité que n'aurait pas renié le Maréchal Pétain. C'est le visage actuel du patriotisme : pour affronter une vie de con, mieux vaut être nombreux. Le « *désir d'enfant* » donne des ailes aux adultes en mal de perspectives (ils sont nombreux). La mission des parents est de se consacrer corps et âmes à l'épanouissement de ces petits êtres merveilleux. Totalement sacralisé, l'enfant représente pour beaucoup de niais ou de naïfs le chaînon manquant entre l'humain et l'infini.

De nombreux parents sont convaincus d'effectuer une mission d'intérêt général, un sacerdoce qui fleure bon le sacré : l'enfant est devenu un au-delà de la vie à bricoler soi-même. Tout le monde rêve d'un enfant. Les couples gays veulent adopter des enfants, et les unions lesbiennes souhaitent porter leur fruit de chairs et de cris ... Le droit à l'enfant pointe son nez à l'horizon, comme le droit au logement, le droit au bonheur, à la santé, à la minceur ...

Le « refus d'enfant » n'est pas si négligeable que ça. Parmi les femmes françaises sorties de l'âge fécond, 10 % sont restées sans enfant – c'est une constante sur toute la durée du 20e siècle - ; en Italie et en Espagne, ce taux est de 14 %, en Grande Bretagne de 20 % ; en Allemagne de 30 % (allant jusqu'à 45 % lorsque les femmes sont diplômées de l'enseignement supérieur). La divergence entre la France dont la population devrait continuer à croître jusqu'en 2050 et d'autres Etats européens est manifeste. Les prévisions donnent à cet horizon 73 millions d'Allemands (contre 80 de nos jours), 50 millions d'Italiens (contre 58) ; 35 millions d'Espagnols (contre 40) ...

Morceaux choisis :

Depuis quelques années, les parents débordés ont trouvé une solution : la garder alternée. L'enfant passe une semaine chez le père, puis une semaine chez la mère. C'est une sorte de mi-temps familial. D'accord, cela exige que le couple se sépare préalablement, mais c'est un détail par rapport à ce à quoi on échappe : l'enfer des tâches domestiques dans fin toutes plus aliénantes les unes que les autres. Et puis l'égalité ça se paye ; le partage égalitaire des tâches ne s'accomplit réellement que si le couple se sépare.

*« Un des plus clairs effets de la présence d'un enfant dans un ménage est de rendre complètement idiots de braves parents qui, sans lui, n'eussent peut-être été que de simples imbéciles. »
[Courteline]*

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'enfant rend la monnaie de sa pièce à l'adulte en le prenant pour un idiot, et en lui parlant une langue à l'avenant. La conversation des enfants fourmille de questions sans intérêt ; exemple « *A la piscine, quand tu te décontractes, t'arrives à te faire couler sans que tu bouges ?* » Ou encore « *T'aimerais qu'on t'injecte dans le cœur un produit méga-douloureux qui te transforme en arbre ?* » Le dialogue parents – enfants, c'est le dîner de cons tous les jours.

Le pire c'est que l'enfant est là pour vous empêcher de jouir. Il va s'ingénier à se mettre à hurler précisément quand vous vous couchez avec votre compagne ou votre compagnon. A condition qu'il dorme dans sa chambre, parce que de nombreux enfants partagent le lit de leurs parents ; c'est le cas de 12 % des couples américains. Adieu caresses, bonjour tristesse.

Le clonage – qui a mauvaise presse – est à la reproduction ce que la masturbation est à la réalité. Avoir du plaisir seul, faire un enfant avec ses seuls gènes, même combat, même scandale. Pourquoi ? Parce qu'il est déconseillé de faire seul ce qu'on peut (*et doit*) faire à deux. Une belle manière de dissoudre dans le couple l'individu qui, laissé à lui-même, pourrait cesser d'adhérer aux fondements de la société, au point, horreur, de cesser de se reproduire.

« *L'enfant est une sorte de nain vicieux, d'une cruauté innée.* » [M. Houellebecq]

Un conseil, quand vous achetez un appartement, choisissez plutôt la proximité d'une maison de vieux. Même si vous avez des enfants, au moins vous ne serez pas gênés par la marmaille des autres

Tous ceux que la démographie française préoccupe se disent qu'il vaudrait mieux que les Français ne sachent pas réellement combien cela coûte d'élever des enfants, sinon ils en auraient encore moins.

Comment reconnaît-on « *l'enfant précoce* » ? C'est simple, d'après les dires de ses géniteurs : « Il (elle) s'ennuie à l'école ». Vu le nombre d'enfants qui écoutent les mouches voler en classe, on peut croire que la France est un pays d'élection pour le génie.

Nous vivons dans une société de fourmis, où travailler et pouponner modèle l'horizon ultime de la condition humaine. Le travail est l'opium du peuple ; les enfants en seraient-ils sa consolation ? Une société pour laquelle la vie se limite à gagner son pain et à se reproduire est une société sans avenir car sans rêves. Avoir un enfant est le meilleur moyen d'éviter de se poser la question du sens de la vie, puisque tout tourne autour de lui : il est un merveilleux bouche-trou à la quête existentielle.

On vous (*les générations futures*) refile un bâton merdeux, débrouillez-vous avec et dites merci : vos parents ont tout fait pour que vous soyez heureux. Certes ils n'ont pas essayé de changer le monde ; ils étaient trop occupés à changer vos couches.

Enfin, pour conclure cette note de lecture, signalons que *Corinne MAIER* est mère de deux (*charmants*) enfants.

Elle est aussi l'auteur de « *Bonjour paresse* » ou « *Comment glander dans une grande entreprise* ».

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Le tournant des années 1960-1970 voit l'ouverture d'un débat, lancé par le rapport du Club de Rome, sur la Croissance et le caractère limité des ressources de la planète. Ce rapport est à l'origine d'un courant intellectuel important, appuyé sur un fort investissement en modélisation mathématique, visant à questionner ce que l'on appelle aujourd'hui la « durabilité » du développement.

Vers la fin des années 1980, la question du changement climatique global fait irruption sur les scènes scientifique, géopolitique et médiatique. L'alerte sur l'effet de serre va mobiliser les acquis de modélisation de la période précédente et susciter une nouvelle génération d'outils scientifiques : modèles intégrés, scénarios du futur. Une instance intergouvernementale d'expertise scientifique est créée. Après la convention de Rio en 1992, un processus de gouvernance globale du régime climatique se met en place qui aboutit notamment au protocole de Kyoto. L'hybridation est croissante entre dynamiques scientifiques et politiques.

Amy DAHAN DALMEDICO (Direction)

Les modèles du futur (Changement climatique et scénarios économiques) La Découverte Recherches – 2007 – 250 pages

Connaissez-vous l'IPCC (*Intergovernmental Panel on Climate Change*) ? Sans doute sous son sigle français GIEC. Mais connaissez-vous le SBSTA (*Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice*) ? Sans doute pas, car les médias français, fer de lance de l'information comme on sait, ne vous en ont jamais parlé. Et pourtant, il joue un rôle bien utile au côté de l'INC (*International Negotiation Committee*), celui de tampon entre les négociateurs politiques et le GIEC, justement. Il a notamment souligné l'approche « *physiciste* » des experts du climat qui globalise tout, assimilant ainsi le méthane de survivance des rizières asiatiques au gaz carbonique des véhicules du Nord. Quand il s'agit de définir un futur socio-économique de la planète, la méthodologie ne saurait être celle de la météorologie, et l'instant initial englobe forcément un ensemble de conditions politiques, économiques et sociales héritées de l'Histoire.

NOTA = En matière de GES (Gaz à Effet de Serre), on calcule qu'un volume de méthane est cent fois plus puissant qu'un volume de gaz carbonique ; et l'hémioxyde d'azote est, lui, trois cents fois plus puissant.

Le Club de Rome, fondé par Aurélio P*eccei*, à partir d'une intuition juste – les impacts du développement sur les humains -, a lancé une alerte essentielle mais ne s'est pas donné tous les outils nécessaires. En revanche, si les successeurs des initiateurs du célèbre « *rapport Meadows* » du M.I.T. ont considérablement accru la place des outils techniques, ils n'ont pas su, dans l'ensemble, s'affranchir de présupposés politiques qui ont guidé les choix de paramètres et l'usage de méthodes de résolution vers des résultats plutôt favorables au statu quo dans l'action sur le changement climatique.

La Démarche Prospective représente une alternative crédible, mais ses caractéristiques essentielles – le long terme, la projection volontariste et la pluralité des futurs – donnent à la discipline une originalité, voire une odeur de soufre qui en éloigne a priori les économistes, effrayés par son éclectisme. Compte tenu cependant des limites des autres méthodes, la Prospective économique et sociale a trouvé sa place en affirmant sa spécificité et sa crédibilité. La prise en compte des ruptures est notamment son atout essentiel, face aux modélisations « *mécaniques* » d'un futur unique.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Par ailleurs, on constate que les modèles numériques des climats suscitent étonnement et méfiance. Peut-on prétendre calculer l'avenir, fut-ce au moyen de programmes énormes, tournant sur les ordinateurs les plus puissants ? Peut-on vraiment fonder des décisions économiques et politiques majeures sur les projections à long terme de modèles numériques ?

Au fur et à mesure que les connaissances sur le climat s'affinent [Cf. *Océan & Climat de Jacques MERLE, dont nous rendons compte par ailleurs.*], que les puissances de calcul continuent d'augmenter, et surtout que la menace climatique se précise, les modélisateurs risquent d'être confrontés à des demandes sociales nouvelles, difficilement prévisibles aujourd'hui – on peut penser déjà aux questions de responsabilité civile, d'assurance ...etc... Si leurs liens avec l'expertise politique s'en trouvent renforcés, l'exigence de crédibilité scientifique des modèles n'en sera que plus forte.

La question du scénario de référence est, de loin, la plus importante.

Toute évaluation des politiques publiques repose sur un principe simple : projeter un scénario de référence, puis y injecter des mesures qui le déforment. Il est alors frappant de constater que les discussions se polarisent sur ces mesures sans trop prêter attention au scénario de référence, comme si celui-ci n'était qu'un simple détour du raisonnement. Or, et c'est crucial pour ce qui concerne le climate change, l'écriture de ce scénario prédétermine bien des conclusions.

On retrouve ces distorsions de déclinaison dans les scénarios énergétiques pour la Chine à l'horizon 2025, calculés par la Banque Mondiale. Et encore, ils n'ont pas intégré les données récentes, c'est-à-dire la mise en exploitation industrielle d'une kyrielle de centrale électrique thermique au charbon.

A propos de la conséquence sur le plan économique de l'idéologie normalisatrice, on constatera que les industriels plaident pour les instruments de marché, mais font tout ce qu'ils peuvent pour les éviter : les normes constituent en effet pour les lobbies, les sources de rente les plus habiles.

De même, toute argumentation économique est aisément décrédibilisée au nom même du simplisme des modèles, le cas de la Commission Européenne et de ses ministres de l'Environnement (*Écologie*) défendant la complémentarité de l'U.E. comme l'emblème de la position européenne, étant caricatural, puisque expliquant ensuite qu'elle n'avait plus d'objet quand il s'avérait qu'elle desservait la même politique.

In fine, le recours à la modélisation en contexte d'expertise soulève nombre de questions. Que penser, par exemple, de l'effet de réalité imposé par la forme dans laquelle les résultats sont présentés ? La confusion du modèle et de la réalité, du présent effectif et de l'avenir possible, menace là où on recourt aux mêmes indicateurs, aux mêmes supports de communication des résultats pour rendre compte de situations ou de phénomènes réels ou bien de possibles imaginés. Ne peut-on pas discerner ici ou là des pratiques visant à façonner les représentations et les anticipations, voire à susciter adhésions ou répulsions en jouant sur des réflexes politiques et culturels plus que sur la réflexion ?

Evidemment...

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Dans notre monde où les désastres écologiques semblent être imminents, les guerres nombreuses, quelles actions envisager pour assurer un avenir de paix aux habitants de notre planète ? Comment faire comprendre qu'il est primordial de substituer à l'esprit de conquête un partenariat durable à l'image de la construction européenne ? Qui pourra assumer cette fonction de chef d'orchestre et initier une dynamique nouvelle dans les relations internationales ?

Le livre présenté ici est un plaidoyer en faveur d'une nouvelle solidarité Europe – USA à travers la création d'un comité Euramérique capable de susciter engagements et actions de par le monde. Il s'agit de s'attaquer ensemble aux défis posés par la précarité et l'extrême pauvreté de vie de millions d'enfants et d'adultes, la dégradation de nos ressources naturelles, les conflits entretenus par certaines nations.

Il est vital de restaurer la confiance entre les peuples comme principe de gouvernement à l'échelle de l'humanité.

Hervé de CARMOY
L'Euramérique
PUF – 2007 – 180 pages

L'auteur pose le décor d'emblée : L'Europe et les USA apprennent tout simplement ensemble qu'ils ont l'une comme l'autre un maître : le reste du monde.

C'est contraire à toute leur histoire.

L'Europe a pris conscience d'elle-même en entreprenant de gouverner le monde qu'elle avait découvert et constitué comme une unité. L'Amérique (USA) s'est construite autour de l'idée qu'elle valait mieux que le monde, dont elle était le refuge, l'idéal et le gendarme. Comment cette ancienne classe dirigeante que fut l'Europe impériale, et cette classe montante encore au pouvoir qu'est l'Amérique, pourraient-elles consentir à ce que de nouvelles élites viennent secouer leur magistère aux commandes du monde ?

Réduites au second et troisième rang par l'accès de l'acteur « monde » au premier plan, les USA et l'Europe vont à l'échec s'ils rivalisent pour un premier rang qui leur a échappé. Ils ont par contre un intérêt conjoint, à faire en sorte que le premier de la classe, le monde, aille dans leur sens commun, sous peine de le voir tourner au profit et au diapason d'autres centres d'impulsion.

Par ailleurs, la régulation libérale est difficile à mettre en place et surtout à maintenir. La durée lui procure cependant une stabilité croissante. Le sort du monde au 21^e siècle et au-delà, dépendra au premier chef de la capacité des hommes à promouvoir un libéralisme authentique, tout en corrigeant certaines de ses déficiences par des interventions ciblées... C'est pourquoi Europe et USA, qui en ont inventé et mis en œuvre le principe, ont aujourd'hui une responsabilité capitale devant l'Histoire.

De fait, *Hervé de CARMOY* considère qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme, ce qui est bien ennuyeux car cela lui confère un profil de totalitarisme non dissimulé ...

Dans son analyse, l'auteur distingue trois points d'appui pour un saut radical :

- Les Etats, porteurs de changements homéopathiques et s'inscrivant dans la longue durée,
- Les marchés, dont les règles pourraient évoluer (prudence, environnement ...),
- Les individus, à travers la diversité de leurs choix et de leurs décisions.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

Pour H de C, l'Occident, en dépit de sa puissance superlative, est menacé sur quatre fronts :

- Le terrorisme, mais pour lui c'est le plus visible et cependant le moindre.
- La montée en régime d'autres Pays majeurs : Brésil, Chine, Inde, Iran, Russie. Avec eux, l'Occident, doit non seulement compter avec des concurrents, voire des rivaux ; il voit sur tout monter une autre logique, dont il avait mis pour sa part un millénaire à sortir.
- La paralysie croissante de son propre fonctionnement.
- Le fléchissement interne. Pour lui, c'est le défi majeur, la paralysie de la décision qui accompagne et précède les autres poussées opportunistes.

Concernant les forces du marché, l'auteur considère qu'organiser un système ouvert et attrayant sans se soucier des exclus de ce mécanisme revient à organiser une partie de campagne dans un zoo où, en plus des oiseaux, circulent quelques fauves en liberté. Et réussir à financer et réaliser les plus belles fabrications, à inonder les marchés les plus amples jusqu'à saturation de produits à succès, sans jamais pouvoir se figurer où tout cela nous mène, consiste à conduire à tombeau ouvert une superbe limousine dont le pare – brise serait opaque. La réussite même du marché à faire fonctionner le monde mieux que les puissances n'y soient jamais parvenues, dévoile son impuissance à cadrer ce qu'il accomplit.

Néanmoins, portant son essai sur le rapprochement Europe – USA, *Hervé DE CARMOY* note que les différences de tempérament entre les deux « blocs » sont une chance. Elles permettent de ne pas identifier le libéralisme avec l'expérience américaine, ni avec l'histoire européenne. La vision binoculaire qu'elle encourage permet au contraire de dégager des deux avatars l'essence même de ce modèle, dont chacun n'est qu'une version, voire une approximation. Rapprocher les deux, c'est amener sur le devant de la scène la condition sine qua non pour la mondialité de s'organiser en donnant toute son évidence à la démocratie libérale qui leur est commune, sous leurs apparences distinctes. Pour une raison simple, c'est qu'elle ne comporte aucun impératif de contenu, exclusivement des conditions de forme garantissant le respect de l'individu.

Passant en revue les prétendants à organiser un développement harmonieux de la mondialité, l'auteur décrit quatre groupes :

- La stratégie hégémonique : la voie américaine.
- La stratégie du challenger : la voie chinoise.
- La stratégie des outsiders : voie japonaise, voie indienne, voie sud-américaine.
- La stratégie des distancés : voie russe, voie arabe, voies africaines...

Enfin pour *Hervé DE CARMOY*, l'ascendance européenne, pour s'affirmer, devrait reposer sur trois conditions :

- 1/ Que l'Europe parvienne à se solidariser le monde méditerranéen.
- 2/ Faire en sorte que la fêlure entre Europe et USA ne s'aggrave pas ; en particulier, que l'usage de la force d'une manière unilatérale par les USA n'aie pas des conséquences funestes sur la paix en Europe, chèrement acquise.
- 3/ Que l'Europe retrouve un mentalité de pionnier.

Il faut donc inventer une méthode pour arrimer, l'une à l'autre, ces deux plaques tectoniques en flottage divergente que sont l'Europe et l'Amérique. C'est la responsabilité des politiques de le proposer et d'y parvenir. Paraphrasant l'intuition des pères de l'Union Européenne (*ex-CEE*), l'auteur suggère non plus de mettre en commun le charbon et l'acier comme pour la CECA, mais de créer comme noyau de l'Euramérique un Comité d'action pour l'énergie et l'environnement, puisque ce sont les deux éléments structurels du 21^e siècle.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

L'humanité s'inflige à elle-même de nouvelles plaies qui, pour la première fois et contrairement aux sept plaies d'Égypte, ne sont ni naturelles ni divines : accidents technologiques majeurs, instrumentalisation du vivant, menaces de terrorisme à coup d'armes de destruction massives, changement climatique E Dans toutes ces catastrophes annoncées, mais non imparables, l'humanité a une responsabilité centrale.

Philosophe et historien des sciences de formation, l'auteur ouvre ici des pistes dont chacun peut se prévaloir pour prendre la mesure des périls auxquels le 21^e siècle confronte l'humanité. Loin de la fin de l'Histoire ou de tout déterminisme technologique, il fait la démonstration du possible, de l'urgence et de la nécessité d'une action concertée à l'échelle de la planète.

Jean-Jacques SALOMON
Une civilisation à hauts risques
Charles Léopold Mayer – 2006 – 235 pages

La formule du « *village global* » a fait fortune pour être systématiquement couplée à celle de la globalisation connue, en effet, comme le rétrécissement du monde. Pourtant le temps du monde fini n'a pas plus supprimé les différences entre sociétés, nations ou cultures qu'il n'a précipité la fin de l'Histoire. En revanche, sur la longue durée et à l'échelle de la planète, c'est la nature des risques que l'humanité doit affronter qui a le plus changé : des risques dont les plus dramatiques sont le produit de la main (*du cerveau ?*) de l'homme et l'auteur souligne l'écart entre le morcellement politique du monde qui exclut l'unanimité au sein des Nations Unies et la capacité croissante de la technique à l'affecter dans sa totalité.

JJS estime que les grands risques que court la civilisation ne peuvent pas être pleinement pris en compte suivant leurs niveaux d'importance et d'urgence si l'on ne tient pas compte des asymétries entre les pays industrialisés et la grande majorité des pays en développement. Beaucoup de ces pays demeurent et demeureront exclus non seulement de la production des nouvelles technologies mais même de la maîtrise de leurs usages, et cette asymétrie technologique est la source d'une dépendance qui peut être à la fois économique, politique et culturelle.

Quels sont les grands risques auxquels le 21^e siècle est exposé ?

- Le risque technologique majeur.

Sans aller jusqu'au cataclysme d'une guerre nucléaire, il est clair que l'échelle et la complexité de certains développements technologiques non moins que la hâte avec laquelle on tend à les diffuser, ont pour contreparties des conséquences potentielles sans précédent. L'irréversibilité dans le temps et l'espace des dommages qui peuvent être causées à la nature, aux espèces animales et végétales comme aux humains est le repère incontournable des nouvelles dimensions de la réflexion éthique.

- La vulnérabilité des grands systèmes.

Plus un système technique est complexe, plus il peut connaître des points de rupture qui font à leur tour système au point de paralyser une partie des sociétés, sinon l'ensemble des structures sociales. On l'a bien vu lors des crises de l'électricité qu'a connues l'Amérique du Nord, paralysant du même coup les systèmes de transport et de réseaux informatiques.

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

- **Terrorisme et armes de destruction massive.**

Le nucléaire civil et militaire, les biotechnologies, les virus, les armes biologiques et chimiques, les machines autoreproductrices issues de recherche sur l'intelligence artificielle ... sont autant de menaces que l'action malveillante de l'homme peut transformer en armes de terrorisme.

- **La pollution de l'informatique et du multimédia.**

Outre la vulnérabilité des systèmes informatiques aux attaques de virus, le risque d'intrusion et d'espionnage dans les échanges commerciaux, industriels et privés, est bien connu. Il est loin d'être maîtrisé. Par ailleurs, l'abondance et même la surabondance d'informations ne se traduiront pas nécessairement par un mieux-être pour les individus et les sociétés.

- **Les menaces du biopouvoir.**

Les manipulations transgéniques ont inauguré l'ère de l'incertitude concernant l'identité de l'espèce humaine. Entre l'homme modifiable et l'homme jetable, l'association de la biologie moléculaire, de la génétique et de l'informatique offre des outils d'interventions qui prennent de plus en plus de court les mœurs, les valeurs, les réglementations et les lois.

- **L'avenir de l'Homme et des robots.**

Face aux nouveaux développements informatiques, à la percée des nanotechnologies, à la possibilité de remplacer les puces des ordinateurs par des organismes vivants, on peut envisager des avancées « révolutionnaires » allant des nanorobots se répliquant eux-mêmes, des interfaces cerveaux – machines ... à la création d'humains artificiels.

- **Changement climatique et accumulation des asymétries.**

De toutes les plaies que l'humanité s'inflige à elle-même, la détérioration du climat est celle qui est de toute évidence au cœur de la mondialisation par ses conséquences planétaires. Tous les scénarios reviennent à montrer que, faut d'une démarche de l'humanité tout entière agissant globalement, on s'achemine vers un désastre. Une autre répercussion de l'enjeu environnemental doit être prise en compte : celle qui peut affecter le fonctionnement même des démocraties, car la nature et l'échelle des risques à affronter comportent la menace de libertés mises en suspens.

Pour Jean-Jacques SALOMON, « *Les sept nouvelles plaies* » que l'Humanité s'inflige à elle-même mettent en question la rationalité même de l'entreprise scientifique dont pourtant l'Humanité a tant bénéficié. L'enjeu est dans l'équilibre à établir entre les risques estimés des expériences concevables et l'efficacité estimée de seuils de sécurité.

La question du seuil des risques pose celle des limites du contrôle : jusqu'à quel point peut-on maîtriser la part d'imprévisible que comporte la diffusion d'une innovation technique ? Si l'on veillait ex ante à toutes les conséquences négatives possibles, il est certain que la plupart des grandes innovations techniques de notre époque n'auraient jamais franchi l'obstacle des réglementations ou la résistance des mentalités.

La question d'acceptabilité du risque n'est pas une question neutre ; la seule réponse qu'on puisse lui donner est qu'un risque acceptable est un risque politiquement et socialement accepté. Aujourd'hui, l'enjeu véritable n'est pas tant de « dépasser » le développement que de prendre acte de tout ce qui le rend précisément ni durable ni soutenable, sous peine de catastrophe collective. Et cette prise de conscience, cette résolution, commence bien entendu par une réflexion critique sur l'impérialisme de la notion de progrès.

DU COTE DES FUTURS POSSIBLES suite

Le charbon est plus fatal que l'amiante. Et l'un et l'autre cent fois plus que les radiations nucléaires.

La catastrophe de Seveso n'a tué que le Directeur de l'usine, assassiné par les Brigades Rouges.

Malgré le réchauffement de la planète, la Terre n'a pas encore atteint la température de l'an ... mil.

N'en déplaise aux prêcheurs de l'apocalypse, Jean de Kervasdoué est fatigué de leur discours sur la santé et l'environnement. Il est temps de remettre quelques pendules à l'heure.

Jamais l'espérance de vie n'a cessé de croître dans les pays riches, jamais leurs habitants n'ont vécu aussi vieux et en meilleure santé. Et pourtant nous voilà englués dans le médicalement correct. Les intellectuels doutent de tout et le reste de la population croit en l'astrologie et aux maisons hantées. A qui bénéficie notre crédulité ?

Il serait plaisant de connaître les financiers des grandes associations écologistes E Celles qui stigmatisent l'ogre Tchernobyl et les grands méchants OGM, tout en abandonnant une partie de l'humanité en chemin.

Les bons sentiments ne feront rien pour réduire la contradiction majeure entre la santé d'aujourd'hui, l'économie de demain, et la survie d'après-demain. La Raison et l'analyse des intérêts de chacun seront la seule chance des déshérités actuels et des réchauffés à venir.

Jean de KERVASDOUE

Les prêcheurs de l'apocalypse (Pour en finir avec les délires écologiques et sanitaires)

Plon – 2007 – 260 pages

Ecologie humaine – écologie planétaire : le conflit.

D'emblée, l'auteur situe les « *décalages* » entre les discours des pays riches et les besoins réels des autres.

Pour les pays pauvres, ceux dans lesquels l'espérance de vie à la naissance est inférieure à soixante ans, les cinq premiers facteurs de risque sont :

- | | |
|--|------|
| ● insuffisance pondérale | 15 % |
| ● pratiques sexuelles dangereuses | 10 % |
| ● carences en zinc, fer et vitamine A | 10 % |
| ● eau non potable, absence d'égouts et d'hygiène | 06 % |
| ● fumée de combustible solide dans les habitations | 04 % |

Pour les pays développés, on trouve les facteurs de risques suivants :

- | | |
|---------------------------|------|
| ● tabagisme | 13 % |
| ● hypertension artérielle | 11 % |
| ● abus d'alcool | 10 % |
| ● hypercholestérolémie | 08 % |
| ● excès de poids corporel | 07 % |

What else ?

Tout statisticien honnête le sait, les pourcentages ne veulent rien dire s'ils ne sont pas accompagnés des valeurs absolues correspondantes. *Jean de KERVASDOUE* prend l'exemple du tabagisme passif. Il a été effectivement démontré que la probabilité d'avoir un cancer du poumon chez les conjoints non – fumeurs de fumeurs augmentait de 30 % !

DU CÔTÉ DES FUTURS POSSIBLES

suite

La plupart des personnes qui entendent cette information [sic] comprennent que 30 % des conjoints non – fumeurs de fumeurs sont atteints d'un cancer du poumon. Non, la probabilité augmente de 30 %, ce n'est pas la même chose. Il faut connaître le taux de mortalité par cancer du poumon des non – fumeurs. Or, celui-ci est de 6 pour 100 000. Donc, si la démonstration de l'étude est exacte, la mortalité chez les conjoints non – fumeurs de fumeurs passe de 6 pour 100 000 à 8 pour 100 000 du fait du tabagisme passif. A ce niveau de probabilité, même si l'on n'est pas dans la marge d'erreur, faut-il beaucoup s'en préoccuper ?

De 1978 à 2000, à structure de population identique, l'incidence des cancers a crû en France de 35 %. D'où vient cette croissance ? Est-ce « l'environnement » et notamment dans cet environnement les produits chimiques ? Est-ce la capacité des techniques de dépistage qui permet de détecter des tumeurs de plus en plus précoces ? Les deux peut-être, mais dans quelle proportion ? En attendant les réponses à ces questions, il n'y a pas de quoi s'alarmer car, très bonne nouvelle : le risque de mourir d'un cancer en France ne s'accroît pas, il diminue. Si l'incidence s'accroît, la mortalité baisse, elle, de 47 %. Le premier chiffre inquiète, le second rassure. Or, c'est le second qui compte.

Le risque nucléaire.

Il n'existe pas un domaine où l'opinion, y compris de personnes éduquées, soit aussi éloignée des faits. Il n'existe pas de domaine où la passion l'emporte aussi clairement sur la raison. Pourtant les bienfaits – il y en a de nombreux – et les dangers – certains considérables – des rayonnements ionisants sur les êtres vivants sont parfaitement connus.

Il n'empêche, la méfiance est là. Et pourtant, le risque sanitaire du charbon est bien plus important que celui de l'atome : il y a non seulement dans le monde 15 000 morts de mineurs chaque année, mais encore, la pollution atmosphérique due pour l'essentiel à l'utilisation du charbon comme source première d'énergie induit 400 000 morts par an dans la seule Chine. Si l'on étend ce calcul au demi-siècle auquel on se réfère pour mesurer les conséquences sanitaires de Tchernobyl, le charbon induirait 16 millions de décès soit mille fois plus que Tchernobyl en prenant comme référence l'estimation la plus pessimiste, celle de l'Ukraine (16 000) et celles de l'ONU (4000 en 2006 et potentiellement 16 000 à l'horizon 2065).

Et le principe de précaution ?

L'auteur explique que ce principe s'impose quand on n'en a pas besoin, ne sert à rien quand l'inattendu se produit, et, faute de pouvoir imaginer l'inimaginable, ne donne aucun argument convaincant pour arrêter la course des hommes dans l'accès aux bénéfices tangibles de sociétés techniques.

L'écologie humaine s'oppose à l'écologie de la planète ; c'est en termes conflictuels que la question se pose, et non pas en évoquant un ridicule « principe » qui s'imposerait de lui-même, fût-il constitutionnel.

En outre, *Jean DE KERVASDOUÉ* est frappé par le fait que, tout au moins dans le domaine de la santé, la classe politique, les membres de cabinets ministériels, la haute fonction publique ne lit que la presse et jamais de journaux scientifiques ou des essais, sauf quand ceux-ci ont une répercussion médiatique. Cent pour cent de la recherche sont ignorés d'autant plus que la grande presse française ne traite quasiment plus de questions scientifiques. Si l'on compare les publications, sur une année, de Time Magazine, Newsweek, The Economist, The Times, The Guardian ... à leurs homologues français, la comparaison est terrible et en défaveur des français, of course.

Bref, un sacré coup de gueule du professeur *KERVASDOUÉ*, à lire avec attention pour éviter les pièges de notre univers médiatique catastrophiste.

BIBLIOGRAPHIE

<i>Pascale JOSEPHE</i>	<i>La société immédiate</i>	<i>Calmann-Levy</i>
<i>Jacques JULLIARD</i>	<i>La reine du monde (opinion publique)</i>	<i>Flammarion</i>
<i>Guy BRUCY</i>	<i>Former pour réformer</i>	<i>Découverte</i>
<i>Frédéric GANA</i>	<i>Un tour de France de l'agri durable</i>	<i>Transboréal</i>
<i>Richard FEYNMAN</i>	<i>Vous y comprenez quelque chose</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>Olivier GALLAND</i>	<i>Valeurs et cultures en Europe</i>	<i>Découverte</i>
<i>Pierre PAPON</i>	<i>L'énergie à l'heure des choix</i>	<i>Belin</i>
<i>Philippe DURANCE</i>	<i>Attitudes prospectives</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>Isabelle BABOU</i>	<i>Les dilemmes du tourisme</i>	<i>Vuibert</i>
<i>Anne WAGNER</i>	<i>Les classes sociales dans la Mondialisation</i>	<i>Découverte</i>
<i>Henri-Jean MARTIN</i>	<i>Aux sources de la civilisation européenne</i>	<i>A. Michel</i>
<i>Dominique REDOR</i>	<i>Gagnants et perdants de la Mondialisation</i>	<i>Economica</i>
<i>Yvette VEYRET</i>	<i>Dictionnaire de l'Environnement</i>	<i>A. Colin</i>
<i>Philippe SIMONNOT</i>	<i>Le marché de Dieu (business)</i>	<i>Denoël</i>
<i>Gosta ESPING</i>	<i>Trois leçons sur l'État – Providence</i>	<i>Seuil</i>



BIBLIOGRAPHIE

suite

www.nereus-regions.eu

Network of European Regions for Space

www.a2cmédias.com

La chine veut la Lune

www.lpi.usra.edu

Lunar and Planetary Institute

www.societesnordiques.blogspot.com

Sociétés du Conseil Nordique

www.raidh.org

Réseau d'alerte pour les Droits de l'Homme

NOUVELLES DU GROUPE FUTUROUEST

Travaux de Recherche

- A partir d'un travail de recherche engagé en 2006, et suite à l'appel à contribution du CEF [Cercle des Entrepreneurs du Futur] – CNAM de Nancy -, le groupe FUTUROUEST a produit « Entrepreneur 2022 ».
- Les actes de ces travaux de recherche [25 pages] sont disponibles gracieusement via le site www.futuroouest.com, Rubrique « Travaux de Recherche », ou sur demande par Fax au 02 97 64 43 71
- Nouveau thème de recherche :
« Sécurités & Libertés / Libertés & Sécurités »
« Bretagne 2040 »

Conférences

- « Prospective & Psychanalyse »
Conférence de Pascal COPPEAUX, Le Mardi 23 Septembre 2008
17h30 – 19h30, à Brest (UBO – Sciences Eco).

Colloque

- « Capitalisme, Libéralisme, Altermondialisme »
En partenariat avec le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants)
Jeudi 24 Avril 2008 à Lorient
Intervenants :
Valérie Charolles, Guillaume Duval, Thomas Chaudron, Liam Fauchard, Jean-René Dufief.

Les actes du Colloque seront disponibles fin Juin 2008 = www.futuroouest.com

Formations

- *Initiation à La Démarche Prospective - Lorient*
23 Mai 2008
26 Septembre 2008
28 Novembre 2008
- *Séminaire de Prospective Appliquée - Josselin*
12 – 13 – 14 Juin 2008